

# GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 21 • 21 MAI 2021 • CHF 3.-

Rapport annuel de LOS et Pink Cross: la violence anti LGBTQ doit cesser page 2



Activistes du climat en jugements: l'avis d'Alain Papaux, philosophe du droit page 3



Au Chili, la défaite tonitruante de la droite à la Constituante page 5

## Retour aux droits fondamentaux

**PROCHE-ORIENT** • Depuis bientôt deux semaines, Etat israélien et Hamas font parler les armes. Face à cette escalade meurtrière, des manifestations en soutien aux Palestiniens ont eu lieu dans plusieurs villes de Suisse. Membre fondateur du Collectif Urgence Palestine, Tobia Schnebli éclaire les enjeux.



Un rassemblement de solidarité avec le peuple palestinien s'est tenu à Genève le 15 mai pour dire « Halte aux crimes et au nettoyage ethnique en Palestine et à la complicité de nos gouvernements. » DR

Quelles sont les raisons du déclenchement des hostilités entre Israël et le Hamas?

**TOBIA SCHNEBLI** Le début de la mobilisation palestinienne est lié à une énième tentative de l'État israélien de poursuivre sa politique de nettoyage ethnique, en tentant d'expulser une cinquantaine de familles palestiniennes du quartier de Sheikh Jarrah dans la partie Est de Jérusalem, annexé en dehors de toute légalité internationale en 1981. A cela s'ajoute, la tentative de la police de bloquer l'accès des Palestiniens à l'esplanade des Mosquées en pleine période de Ramadan et les provocations d'escadrons d'extrémistes sionistes et de colons, qui procèdent à des «chasses à l'Arabe» dans la Vieille ville de Jérusalem.

L'élément nouveau dans l'actuelle confrontation réside dans la mobilisation de masse de l'ensemble du peuple palestinien, aussi bien à Jérusalem qu'à Gaza ou dans les villes israéliennes mixtes comme Lod, Ramle ou Saint-Jean d'Acre. Les Palestiniens d'Israël, descendants de ce ceux qui n'ont pas été chassés en 1948, se révoltent contre la politique d'apartheid qui les touche aussi et qui a culminé avec ces scènes de lynchage en pleine rue d'un membre de cette minorité à Bat Yam, au sud de Tel-Aviv. La mobilisation a aussi gagné la Cisjor-

danie et a été durement réprimée par des tirs à balles réelles par l'armée israélienne. Des manifestations demandant le droit au retour se sont aussi déroulées chez les réfugiés palestiniens du Liban et de Jordanie.

**Le conflit est aujourd'hui présenté comme une guerre entre Israël et le Hamas. Qu'en est-il?**

Le gouvernement du Hamas dans la Bande de Gaza est rapidement intervenu dans le processus, en menaçant d'envoyer des roquettes si Israël ne cessait pas son nettoyage ethnique ou n'enlevait pas les barrières de sécurité autour de la Mosquée Al-Aqsa. Ce qu'il a fait, entraînant un cycle de représailles, qui jusqu'à présent ont fait 200 morts de civils palestiniens et 10 du côté israélien.

Mais la résistance palestinienne est beaucoup plus large. La mobilisation conjointe et massive des jeunes Palestiniens, la grève générale des Palestiniens de ce mardi dans les Territoires Occupés palestiniens, en Israël et dans les camps de réfugiés au Liban et en Jordanie, montrent une dynamique sans précédents. Ces mobilisations constituent un désaveu cinglant du projet d'atomisation et d'effacement du peuple palestinien et de ses droits inaliénables en cours depuis 73 ans.

Y a-t-il un espoir de reconstitution de la situation politique interne aux Palestiniens?

Le mouvement de résistance global des Palestiniens permet cet espoir. Hamas n'est pas le seul représentant de cette résistance et en Cisjordanie, la vieille génération de l'OLP et du Fatah, qui a décidé d'annuler les élections législatives et la présidentielle de cette année, est largement délégitimée. Pourtant la relève existe bien aussi dans ses rangs, notamment avec une figure comme Marouane Barghouti, politiquement actif malgré son emprisonnement depuis 2004.

**Que vise Benjamin Netanyahu, le premier ministre israélien dans cette escalade?**

Le premier ministre israélien est dans un délire d'omnipotence, assuré qu'il peut agir en toute impunité, soutenu par les Etats-Unis et les Européens. Il pratique la surenchère militaire d'autant plus qu'il est empêtré dans des affaires de corruption. Il sait qu'il n'a pas de comptes à rendre pour les massacres de civils à Gaza ni pour la continuation du nettoyage ethnique à Jérusalem et ailleurs dans la Palestine occupée. Cette impunité lui permet de s'affranchir de toute légalité internationale, comme on l'a vu avec le bombardement de siège des agences de presse AP et Al-Jazeera à Gaza. Il

cherche une nouvelle victoire pour humilier le Hamas, comme cela s'est passé en 2008-2009 (opération plomb durci), en 2012 (Pilier de défense) ou en 2014 (Bordure protectrice). Mais à chaque fois et après chaque conflit, le Hamas en a profité pour augmenter ses capacités militaires.

**En parallèle, les travaillistes israéliens sont en plein reflux, n'ayant obtenu que 7 sièges sur 120 à la Knesset lors des législatives 2021. Existe-t-il des options de gauche dans ce conflit?**

Il est vrai que l'on assiste à une droitisation sans précédent de la société israélienne, au point que la gauche radicale comme celle du pacifiste et anticolonialiste Michel Warschawski a peur d'afficher ses convictions dans la rue, du fait des menaces de violences de l'extrême-droite. Mais il ne faut pas se faire d'illusions sur les travaillistes. Après la signature des accords d'Oslo (1993), qui établissaient une autonomie palestinienne, les travaillistes ont cautionné une politique de fait accompli et de colonisation accrue des territoires occupés.

Sous la présidence de Shimon Peres (2007-2014), la colonisation a continué, ruinant la solution des deux



IL FAUT LE DIRE...

### Etrange convergence

Ce mercredi, une manifestation devant l'Assemblée nationale parisienne était appelée par 14 syndicats de police. La revendication principale de cette «marche citoyenne»? L'introduction de «peines minimales pour les agresseurs de forces de l'ordre». Rien de nouveau quand on pense qu'une bonne partie de la profession avait déjà manifesté en juin 2020, lorsque l'ex-ministre de l'intérieur, Christophe Castaner, avait tenté avec peu de succès d'interdire la technique dite de «l'étranglement». Ceci dans le sillage de la mort, possiblement liée son recours sur un livreur de 42 ans, Cédric Chouviat et de l'émoi suscité par la mort de Georges Floyd.

Ce qui est nouveau c'est que l'actuelle ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, a annoncé sa volonté de défilé à leurs côtés. En France, il est donc possible que l'exécutif dirigeant la force publique, la police, défile avec elle face aux pouvoirs législatif, le parlement. Assemblée où le parti gouvernemental siège en majorité, pour obtenir une diminution du pouvoir judiciaire dans son appréciation des peines liées aux agressions de policiers.ères...

Ce n'est pas tout. A un an de l'élection présidentielle, le ministre a fait des émules dans les principaux partis. Ainsi, le Vice-président du Rassemblement National, Jordan Bardella a annoncé sa présence. Il est bien normal après tout de manifester aux côtés de son électeur. Plus surprenant, l'événement provoque une relative union de la «gauche». En effet, se sont également annoncés Olivier Faure du Parti socialiste et Yannick Jadot d'Europe Ecologie les Verts.

Fabien Roussel, Secrétaire national du Parti Communiste Français (PCF), sera lui aussi présent, estimant que «des populations vivent parfois la double peine, la précarité sociale et en même temps l'insécurité». Partant, il serait important de soutenir les forces de sécurité pour qu'elles aient «plus de moyens» (BFMTV). L'histoire dira combien de ces derniers serviront à terroriser celles et ceux qui osent encore se rendre en manifestation pour s'opposer aux forces du capital et à la ligne autoritaire qui s'affirme. Elle retient, d'ores et déjà, que la tête du PCF est prête à défilé aux côtés de l'extrême-droite face aux représentants du peuple français.

Jorge Simao

Suite en page 2

Suite de la page 1

Etats. La construction du mur de séparation israélien, qui empiète largement dans les Territoires Occupés, a été voulue par cette «gauche» et mise en œuvre par Ariel Sharon depuis 2003, contribuant à l'étouffement des Palestiniens.

**Quel rôle doit jouer la communauté internationale et le Conseil de sécurité de l'ONU. Que peut faire la Suisse?**

En affirmant, comme beaucoup de pays Européens, qu'Israël «a le droit de se défendre», la nouvelle administration étasunienne montre un soutien indéfectible à l'Etat d'Israël. Le jour est encore bien lointain où l'Occident considèrera que le peuple palestinien doit jouir des mêmes droits humains, démocratiques et collectifs que tout autre peuple du monde. Dans le cadre de sa politique des bons offices et en tant que dépositaire des Conventions de Genève (le droit international humanitaire), la Suisse devrait faire beaucoup plus.

Si elle a repris son aide aux réfugiés (interrompue un moment par Ignazio Cassis), la droite bourgeoise à Berne n'entend pas revenir sur son soutien quasi inconditionnel à Israël et à sa politique, comme on le voit avec le silence actuel du ministre des affaires étrangères qui soutenait le Plan de paix de Trump de 2020, imposé avec des monarchies pétrolières sanguinaires dans le dos des Palestiniens. Le soutien occidental, sous couvert de sentiment de culpabilité lié au génocide des Juifs européens, sert à maintenir le partenariat stratégique, économique et militaire avec Israël. La liberté et l'autodétermination du peuple palestinien pourraient faire tache d'huile dans tout le Moyen-Orient, mettant à mal les alliances occidentales avec tous les régimes autoritaires voire dictatoriaux de la région.

**Comment alors créer une paix durable dans la région?**

Il faut revenir aux fondamentaux, soit le droit à l'autodétermination des Palestiniens dans le cadre d'un Etat souverain, avec la reconnaissance de Jérusalem-Est comme capitale palestinienne et l'application du droit international. Cela doit porter aussi sur l'application du droit au retour des réfugiés, abrités dans des camps depuis la Nakbah, quand 750'000 réfugiés palestiniens ont dû quitter leurs terres et leurs maisons en 1948. Tout en sachant que tout le monde ne rentrera pas, c'est un droit de tous les réfugiés de retrouver les biens et les terres dont ils ont été évincés et dépossédés. ■

Propos recueillis par Joël Depommier

# La violence anti-LGBTQ doit cesser

**DROITS HUMAINS • En 2020, une plateforme de signalement a enregistré 61 attaques et discriminations en raison de l'orientation sexuelle ou du genre, soit plus d'un cas par semaine.**

Lundi 17 mai avait lieu la Journée mondiale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie (JMCHTB). A cette occasion, Pink Cross, l'organisation faîtière des associations d'hommes gays et bisexuels, LOS, faîtière de celles des femmes lesbiennes, bisexuelles et queer<sup>1</sup> et le Réseau transgenre Suisse ont publié leur rapport annuel sur les «crimes de haine» contre les personnes LGBTQ. Malgré des données limitées, il permet d'esquisser la situation actuelle.

Rappelons que le choix du 17 mai ne doit rien au hasard. La JMCHTB fut institutionnalisée à l'international en 2005, soit quinze ans jour pour jour après que l'Assemblée mondiale de la santé n'entérine la 10<sup>e</sup> révision de la Classification internationale des maladies (CIM-10) de l'Organisation mondiale de la Santé, le 17 mai 1990<sup>2</sup>, et enterre ainsi la psychiatisation de l'homosexualité.

Dans ses versions précédentes, la classification médicale appelait à considérer que «l'attraction sexuelle exclusive ou prédominante pour des personnes du même sexe, avec ou sans rapports physiques», qu'elle «soit ou non considérée comme un trouble mental», devait être «codée» comme une «déviation». Ceci aux côtés des troubles sexuels, entre les troubles de la personnalité et le syndrome de dépendance alcoolique.

Il faudra attendre la cinquième édition de ce qui était au départ une journée «contre l'homophobie», pour qu'y soit intégrée la lutte contre la transphobie, et 2015 pour que cela soit le cas de la biphobie. Si cette seizième édition constitue une occasion de célébrer le long chemin parcouru vers une reconnaissance et une protection par la société de chacune et chacun, par-delà ses orientations sexuelles ou son identité de genre, elle vise essentiellement à dessiner celui qui reste à parcourir. Et il semble encore long.

## Violences quotidiennes sous-évaluées

Depuis 2016, les «crimes de haine» anti-LGBTQ peuvent être signalés à la «LGBT+ Helpline», une ligne d'assistance sous forme de plateforme internet et de centrale d'appels. Ce service indépendant vise à mesurer et rendre visible la situation suisse en la matière, faute de véritable recensement officiel. Lundi, Pink Cross, LOS et les réseaux transgenre, publiaient leur «Rapport annuel sur le monitoring de la discrimination et de la violence anti-LGBTQ». Si, de l'aveu même de ses auteur.e.s, un grand nombre de limites dans les données ne permettent pas de conclusions représentatives, celles-ci peuvent dégager néanmoins des «tendances» et «montrer que l'hostilité anti-LGBTQ reste un problème réel qui est à prendre au sérieux».

Premier constat, avec 61 cas signalés entre fin 2019 et fin 2020 à la ligne d'assistance, le nombre de signalements reste, conformément aux années précédentes, de l'ordre de plus d'un par semaine. Bien que ce nombre soit à prendre avec précaution, compte tenu qu'il peut fortement varier en fonction des campagnes et de la présence médiatique de la ligne, il représente une sorte de détection minimale. A en croire certains



Le rapport de LOS et Pink Cross montre que «l'hostilité anti-LGBTQ reste un problème réel qui est à prendre au sérieux».

DR

témoignages évoqués par le rapport, un grand nombre de cas pourraient ne pas être déclarés. En cause le fait de ne pas connaître la plateforme, mais également du fait d'un sentiment de «honte» ou d'une impression que «ça ne servirait à rien».

La plupart des cas rapportés sont des insultes et des injures – plus de 80%. Bien que les signalements de violence physique aient nettement diminué, 18% des cas en 2019-20 incluaient la violence physique, contre 30% pour 2018-19. Les types de blessures rapportées étaient surtout des bleus et écorchures. Mais également nez enflés, saignements, lèvres ouvertes, bosses sur la tête et des dents cassées. Pour les auteur.e.s du rapport la diminution des attaques physiques s'expliquerait en partie par les mesures contre le coronavirus. «En effet, les actes de violence commis par des personnes ivres dans le cadre d'une soirée en boîte de nuit n'ont probablement presque jamais eu lieu cette année», écrivent-ils.elles, précisant néanmoins que plus d'un quart des personnes ayant signalé des cas ont été menacées de violence.

## Jeunesse très impactée

Autre constat, si d'après les données du rapport, les jeunes sont plus concerné.e.s par l'hostilité anti-LGBTQ, avec plus d'un cas signalé sur deux par des personnes de moins de 35 ans, des signalements sont faits par des plus de 50 ans. La grande majorité de ceux et celles qui en ont effectué était des hommes (63,9%), tandis que les femmes étaient beaucoup moins nombreuses à le faire (32,8%), et environ 14% des personnes concernées déclarent être transgenre. «Mon voisin a déjà dit plusieurs fois à haute voix à ses visites que j'étais «un homme qui s'est fait opérer» ou encore «c'est là qu'habite le travelo», et me montre souvent du doigt quand il

est avec ses amis, ou m'observe même dans mon salon», illustre le témoignage de l'une d'elles.

Autres constatations, ces violences verbales ou physiques signalées ont eu lieu essentiellement dans l'espace public (57%). «Mon compagnon et moi attendions à l'arrêt de bus, et nous nous sommes enlacés et embrassés. De l'autre côté de la route ..., il y avait un homme qui nous a soudain adressé la parole pour nous dire d'arrêter, car il ne voulait pas voir «deux pédés» en public, que ce n'était pas correct», raconte un autre témoignage. Plus de la moitié des personnes touchées par ces violences ont affirmé avoir eu des séquelles psychiques.

## Prévenir la violence

Pour les associations réunies au sein de la Pink Cross, du Los et du Réseau transgenre, l'extension de la norme pénale contre la haine et les discriminations au critère de l'orientation sexuelle, adoptée en 2020 par 63% de la population, et actuellement en vigueur, ne suffira pas sans des mesures d'accompagnement pour empêcher ces violences. Des propositions ont été déposées en ce sens dans 16 cantons. Cela afin que les autorités organisant notamment les corps de police, mettent en œuvre la nouvelle norme pénale et complètent l'application de loi par des mesures alliant sensibilisation, prévention, intervention et monitoring. ■

Jorge Simao

<sup>1</sup> Terme anglais à l'origine péjoratif signifiant «bizarre» ou «particulier». Il définit aujourd'hui les personnes dont l'orientation affective et sexuelle ou l'identité de genre n'est pas hétérosexuelle et cisgenre. Cette dernière notion renvoyant aux personnes dont le genre ressenti correspond à celui assigné à la naissance.

<sup>2</sup> Elle n'entrera en application qu'en 1993

# Un rapport pointe le système UberEats

**SUISSE • Une étude d'expert demande qu'UberEats applique la convention collective nationale de travail de l'hôtellerie-restauration (CCNT).**

Ce 30 avril, le syndicat Unia a dévoilé une expertise juridique du Professeur Kurt Pärli de l'Université de Bâle, intitulée *UberEats, soumission à la CCT et autres questions*. Celle-ci montre que la CCT Location (CCT LS) et la convention collective nationale de travail de l'hôtellerie-restauration (CCNT) – toutes deux de force obligatoire – sont applicables aux coursiers et coursiers, qui livrent des repas. «Si un restaurant utilise son propre personnel pour livrer les aliments qu'il prépare au domicile ou au bureau des clients par l'intermédiaire de coursiers, il faut également supposer que le CCNT s'applique. Il n'y a aucune raison rai-

sonnable de traiter différemment le transport de denrées alimentaires par un coursier externe en ce qui concerne la subordination à la CCT. Cela s'applique en principe à tous les services de livraison de nourriture», estime l'expert dans ses trente pages de considérations.

## Salaires horaires de 23 francs

«En ce qui concerne les salaires et les conditions de travail, les dispositions de la CCNT de l'hôtellerie-restauration s'appliquent en vertu de l'art. 3 CCT LS. Concrètement, cela signifie un salaire horaire de plus de 23 francs (y compris parts du 13<sup>e</sup> salaire, vacances et jours fériés) et une durée

maximale de travail de 42 heures par semaine», relève Unia.

L'étude bâloise vient corroborer la décision du Tribunal administratif du canton de Genève, qui a constaté dans un arrêt du 29 mai 2020 qu'UberEats exerçait une activité relevant de la location de services, car les coursiers et coursiers sont loués à des restaurants. Et aussi celle de l'Office du travail du canton de Genève du 11 juin 2019, qui allait dans le même sens. «Les coursiers et coursiers sont donc à considérer comme des employé.e.s, avec tous les droits qui en découlent. Le mythe entretenu par Uber sur la prétendue «indépendance» de son personnel n'est plus

valable depuis longtemps», relève le syndicat Unia dans un communiqué.

En réaction à l'arrêt rendu par le TA du canton de Genève, UberEats avait cependant engagé ses coursiers et coursiers l'automne dernier via l'entreprise tierce Chaskis SA. «Selon l'ordonnance sur le service de l'emploi (OSE), la relocation de personnel dont les services ont déjà été loués est interdite. Dès lors, la constellation d'Uber, de Chaskis et des restaurants en tant qu'entreprises locataires de services doit être considérée comme illégale. Uber doit assumer lui-même sa responsabilité d'employeur, respectivement y être contraint par les autorités», assure Unia. ■

JDr

**Journée globale d'action  
du 22 mai 2021**

**Solidarité avec  
la résistance  
du peuple  
palestinien**

Manifestation à Genève  
rdv 14h quai devant le Palais  
Wilson, cortège jusqu'au parc  
des Crottes.

Org.: BDS, CUP Genève, Foulards  
Violets & Faites des Vagues, Lihaqqi  
Europe, Outrage Collectif

# Activistes du climat et actualisation du droit

**SUISSE • Les procédures juridiques contre les activistes du climat n'en finissent pas. Avec des verdicts pour le moins divergents. Explications d'Alain Papaux, professeur de philosophie du droit et de philosophie du droit de l'environnement.**

Côté vaudois, c'est la valse-hésitation. En janvier 2020, 12 activistes du climat avaient été acquittés devant le tribunal de Renens pour une action dans une succursale de la banque Crédit suisse (CS) à Lausanne en novembre 2018. Cette action visait à dénoncer les investissements de CS dans les énergies fossiles, en interpellant Roger Federer, sponsorisé par l'établissement bancaire. Mais le procureur Eric Cottier ayant fait recours, le Tribunal cantonal les avait finalement condamnés en septembre 2020. Après un nouveau recours des accusés, l'affaire est pendante devant le Tribunal fédéral.

A Genève, il aura fallu deux jugements pour qu'un militant du collectif BreakFree, accusé d'avoir badigeonné des «mains rouges» une succursale de CS, soit finalement acquitté le 21 janvier dernier. Un jour plus tard, cinq militants pour le climat ont été acquittés par le tribunal pénal de Bâle-Ville. Ils avaient bloqué l'accès au siège administratif de l'UBS à Bâle durant l'été 2019.

## Condamnations zurichoises

La semaine dernière, le Tribunal de Zurich présidé par Marius Weder (PS) n'a pas été dans le même sens. Neuf militants ont été condamnés pour leur manifestation devant le siège du CS à l'été 2019. Huit jeunes sur neuf devront payer 40 amendes journalières de 30 francs chacune. Une peine exécutoire sous condition pour contrainte et violation de domicile. Une personne n'a été condamnée que pour contrainte, et non pas pour violation de propriété. Le total s'élève à 9000 francs de frais de justice et à 2000 francs de frais de procédure par personne condamnée. «Le verdict d'aujourd'hui est à l'image du modèle économique basé sur les énergies fossiles: rétrograde et dépassé. Le tribunal de district de Zürich manque ainsi l'occasion de confirmer la tendance à l'actualisation du droit actuel à la réalité sociale. Cela contraste avec les décisions prises par les autres tribunaux, qui ont reconnu la crise climatique comme une ques-



Teo, qui participait à une «visite guidée des pires entreprises climaticides», a été acquitté le 1<sup>er</sup> décembre 2020. Collectif BreakFree

tion sociopolitique importante», souligne le collectif BreakFree. Les militant.es ont annoncé faire appel du verdict.

## Procès en série

Cette semaine, ce sont quinze militant.es qui comparaissent devant le tribunal de police de Neuchâtel. En cause: leur blocage de l'avenue du 1<sup>er</sup> Mars au printemps 2020 pendant 75 minutes. Cette action appelée «Il y a le feu au lac» visait à alerter l'opinion sur l'urgence climatique et l'inaction des autorités. Le juge de l'audience a ajourné son verdict au 11 juin. «Le gouvernement doit dire la vérité sur le caractère mortel de notre situation et déclarer l'état d'urgence climatique. Les émissions de gaz à effet de serre de tous les secteurs sont réduites à zéro d'ici 2025. Et des assemblées citoyennes doivent être instaurées pour déterminer comment les

deux objectifs ci-dessus seront réalisés», explique Lori Buton, pour Extinction Rebellion.

Un nouveau procès se déroulait ce mercredi au tribunal de police de Genève. Les faits remontent à la deuxième grève du climat du 15 mars 2019 – la première était en janvier 2019. «Nous avons contesté l'amende infligée par le Service des contraventions car l'intervention policière était excessive et que ce jour-là, nous avons seulement fait usage de notre droit de manifester», assure le collectif La Treille parle.

## Jurisprudence contextuelle

Ces différences de verdicts sont-elles explicables? «Contrairement au lyrisme dénonciateur (d'inégalité) mais de maints médias, il n'y a là rien que de très normal pour le droit», estime Alain Papaux. «Nous sommes bien dans un État fédéral. Par conséquent, des différences

de sensibilités existent et doivent être «dans une certaine mesure» – l'une des expressions préférées des juristes – acceptées et assumées comme reflets des réalités locales, y compris en termes de valeurs (cf. le cas du «tourisme de l'avortement» des années 80-90). Cela est d'autant plus prégnant que le droit rendu par les tribunaux, la jurisprudence, est toujours éminemment contextuel, contexte interne à l'affaire, mais aussi bien externe. Par exemple, on relève un comportement exemplaire des désobéissants au CS de Lausanne: les clients pouvaient accéder aux guichets, aucun matériel endommagé, des désobéissants joyeux, polis. Mais déterminés – cela n'est pas contradictoire», assure le professeur de philosophie du droit.

## Possible reconnaissance de l'urgence climatique

Que décidera in fine le Tribunal fédéral? «Le tribunal fédéral harmonisera, le cas échéant unifiera (ce qui est moins fédéral). Mais sur le plan des principes, et non du détail de chaque affaire – ce n'est pas son rôle. Donc une certaine épaisseur des concepts peut demeurer. Aucune notion juridique fondamentale n'est univoque – dignité humaine, équité, bonne foi, etc. De plus le droit pénal doit tenir compte des circonstances personnelles et situationnelles, fort divergentes souvent d'une affaire à l'autre», précise-t-il.

Contributeur dans le nouveau livre de Dominique Bourge, professeur honoraire à l'Université de Lausanne et spécialiste des questions environnementales, intitulé *Désobéir pour la Terre, Défense de l'état de nécessité*, Alain Papaux y revendique le droit à la désobéissance civile. «Celle-ci est possible, «si elle ne dépasse pas la mesure», c'est-à-dire si elle respecte l'esprit du droit qui ne se réduit pas à la seule loi, soit selon Victor Hugo *tout n'est pas dit quand un code a parlé*.» Il estime aussi que la notion d'urgence climatique «pourra, en tous les cas pourrait, rentrer dans l'état de nécessité juridique, du fait que le droit évolue.» ■

Joël Depommier

# Une Ecole d'ingénieurs qui revient de loin

**NEUCHÂTEL • Les bâtiments de l'ancienne Ecole d'ingénieurs du Locle devraient enfin bénéficier d'une rénovation afin d'accueillir des classes de la HE-Arc et MicroCity.**

Inoccupé et laissé à l'abandon depuis plus d'une dizaine d'années, l'établissement, pièce maîtresse du campus de formation du Centre interrégional de formation des Montagnes (CIFOM), qui regroupe plusieurs milliers d'étudiant.es, devrait retrouver son affectation historique de pôle de compétences.

Génératrice de synergie tant au niveau académique qu'au niveau du tissu économique, cette implantation renforcera le positionnement et le rayonnement de la Mère commune, mais aussi, en collaboration avec Saint-Imier, de l'Arc jurassien.

Pourtant, l'Ecole d'ingénieurs revient de loin. Pour rappel, en 2007, malgré l'opposition des autorités communales, de la population et des entreprises, la Ville du Locle voyait son historique école d'ingénieurs transférée sur le Littoral neuchâtelois. Ce transfert constituait une étape d'un large processus de démantèlement et de concentration des structures, notamment hospitalières et formatives.

Après plus d'une dizaine d'années, les indicateurs semblent désormais favorables, offrant des perspectives salutaires et une normalisation en matière d'un développement équilibré. Ainsi, en 2017, la population neuchâteloise acceptait l'initiative pour le maintien d'un hôpital de soins aigus à La Chaux-de-Fonds. Le peuple suisse validait, en 2017, le fonds fédéral pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA), comprenant



Sur plus de 4,5 hectares, le campus et son renforcement constitueront un fleuron de la recherche et de l'innovation. DR

la N20, route de contournement de la Mère commune et de la Métropole horlogère. En 2019, les chambres fédérales acceptaient le programme de développement stratégique de l'infrastructure ferroviaire (PRODES) et la réalisation du RER neuchâtelois, soit la ligne directe Neuchâtel – Cernier – La Chaux-de-Fonds – Le Locle. Ces perspectives s'inscrivent dans un redéploiement et un renforcement des pôles de compétences historiques des cités horlogères inscrites au Patrimoine mondial de l'UNESCO.

Sur plus de 4,5 hectares, intégrés au tissu économique et à ses relations sur l'international, le campus et son renforcement constitueront un fleuron de la recherche et de l'innovation. Cité par Luc-Olivier Erard dans l'édition du 19 mai 2021 d'*Arcinfo*, le directeur de la HE-Arc ingénierie, Philippe Grize précise: «L'ingénierie horlogère se trouve ainsi réunie, sur le site historique de l'Ecole d'ingénieurs du Locle, avec les autres domaines de la microtechnique, et à proximité directe des formations horlogères du CIFOM.» ■

Cédric Dupraz

# Les premières mesures climat de Lausanne

Réductions (mais pas gratuite) pour les abonnements Mobilis, qui concernent la population retraitée et les jeunes en formation jusqu'à 25 ans à hauteur de 50%, nouveaux aménagements pour sécuriser les déplacements à pied ou à vélo, piétonnisation du centre-ville, en commençant par la rue Centrale, augmentation de l'arborisation de la ville (avec le projet de planter 1300 nouveaux arbres annuellement durant ces 15 prochaines années). La Ville de Lausanne a annoncé cette semaine quelques mesures pour concrétiser son Plan climat mis sur la table en janvier.

Rappelons que celui-ci prévoit zéro émission directe dès 2030 dans le domaine de la mobilité (en renonçant à tout véhicule thermique en ville d'ici cette date), et zéro émission pour l'ensemble des émissions directes à 2050 au plus tard. Le financement des premières mesures se fera par une augmentation temporaire des plafonds des taxes communales sur l'électricité qui passeront à 1.9 ct/kWh entre 2022 et 2025. «Les Services industriels lausannois (SiL) devant restituer 34 millions à leurs clients particuliers, suite à un arrêt du tribunal fédéral, l'augmentation n'aura aucun impact direct car l'opération aura un effet global nul sur la facture des particuliers», assure le syndic de la Ville, Grégoire Junod. «Il s'agit une politique climatique volontariste, progressiste et inclusive», précise-t-il encore. ■

Réd.

## Précision

Cette semaine, comme vous l'aurez remarqué, notre numéro n'affiche aucun dessin de Monta. Celui-ci est en convalescence hospitalière. Nous lui adressons tous nos vœux de prompt rétablissement. ■

# Etats-Unis: le progressisme au service de l'impérialisme

OPINION • La semaine passée, l'armée étasunienne révélait sur sa chaîne YouTube «GoArmy» sa nouvelle campagne de propagande «The Calling».

Elle cherche à recruter de nouveaux soldats en nous montrant comment cinq jeunes Américaines et Américains ont pris la décision la plus importante de leur vie, rejoindre l'US Army. Ces vidéos reprennent le cadre classique de la propagande capitaliste, où des individus peuvent s'accomplir à la seule force de la volonté et de leurs bras. Mais ce qui saute aux yeux, c'est que cette armée fait le choix de la diversité et d'un certain progressisme. En effet, on retrouve dans la campagne, un migrant devenu américain, une Afro-Américaine, une femme élevée par un couple lesbien, un mauvais élève et une femme originaire de la République dominicaine.

L'intention est claire. Il faut véhiculer l'idée que cette force militaire part en guerre pour de nobles causes. Pour

protéger le monde des méchants, défendre les minorités. Mais non conquérir des sphères d'influence et remporter de nouveaux marchés économiques. Or, le choix de se présenter comme défenseur des minorités sexuelles, migrants et *petits* est une réécriture totale de l'histoire.

Si l'US Army présente migrants et homosexuels comme ses alliés objectifs, il faut se rappeler qu'elle a été, jusqu'à nos jours, un outil de répression contre ces mêmes personnes. Une fois encore, cette campagne révèle la rapidité avec laquelle le capital se montre capable de recycler des concepts au service de sa propagande, pour les vider de leur sens. ■

Valentin Augsburgger

Adapté par la rédaction

## ON NOUS ECRIT

Rien dans ce qui a été entrepris dans cette affaire ne concerne de près ou de loin les réelles préoccupations des femmes ni des travailleuses et des travailleurs en cette période de crise sanitaire, sociale et économique. Cette résolution n'empêchera pas les syndicats dignes de ce nom de continuer à faire prévaloir l'unité d'action entre organisations sœurs face aux employeurs, au détriment de l'exclusion et de la division promues aujourd'hui comme des «valeurs» par certains et certaines responsables de la CGAS. Pour ne pas affaiblir le mouvement syndical genevois, cette résolution devrait être urgemment retirée et abandonnée pour laisser la place à un vrai plan unitaire d'action syndicale pour que les salariés.ées ne paient pas la crise sociale que nous traversons! ■

*Albert Anor, ancien président du SSP région GE, Marc Simeth, membre du SIT et ancien président du Cartel intersyndical et autres*

## Une nourriture saine pour toutes et tous!

**Raymond Gétaz, membre de la coopérative Longo Maï à Undervelier, estime qu'il faut approuver les deux initiatives sur l'agriculture soumises au vote le 13 juin. Rappelons que le PST-POP laissera liberté de vote sur le texte «Pour une eau propre».**

Une agriculture écologique, c'est ce qui est demandé à cor et à cri par presque toutes les fractions de la société. Et pourtant, c'est l'agriculture industrielle avide d'engrais, de pesticides et d'antibiotiques qui continue à dominer au détriment des paysannes et paysans ainsi que de l'environnement. En Suisse, plus de 1000 fermes disparaissent chaque année et, avec elles, le monde rural perd, à chaque fois, autant de personnes capables et disposées à s'occuper de la terre et de notre alimentation.

Engagé depuis 35 ans à la ferme du Montois pour une agriculture biologique et diversifiée, je perçois dans le vote populaire sur l'initiative «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse» et sur celle dénommée «Pour une eau potable propre et une alimentation saine – Pas de subventions pour l'utilisation de pesticides et l'uti-

lisation d'antibiotiques à titre prophylactique», l'opportunité d'exiger la production d'aliments sains pour toutes et tous. Avec l'acceptation de ces deux initiatives, la Suisse pourrait jouer un rôle précurseur pour une agriculture écologique au niveau européen.

Certes, les deux initiatives peuvent choquer par leur radicalité et quelques aspects difficiles à mettre en pratique dans un court laps de temps. Mais nous connaissons aujourd'hui les graves conséquences dues à la priorisation de critères de marché éphémères par les politiques agricoles: perte de biodiversité, dégradation de l'environnement, empoisonnement des ressources naturelles et des écosystèmes de la planète. La santé de nombreuses populations est désormais mise en danger. Il y a une urgence agricole qui fait partie, elle aussi, de l'urgence climatique.

J'ai passé une grande partie de ma vie à lutter contre le productivisme en agriculture qui en fait n'est qu'un leurre de productivisme. Car le soignant gain de productivité se fait sur le dos de personnes, de l'environnement, des écosystèmes de la planète et du climat. Dans ma vie d'agriculteur et d'apiculteur, je suis arrivé à la conviction qu'une agriculture diversifiée avec des cultures complémentaires produit à la surface bien plus que toutes les monocultures. Faire pousser différentes cultures les unes à côté des autres, suivre les préceptes de l'agriculture biologique voire de la permaculture, récolter la grande panoplie de plantes sauvages ou pratiquer de l'agroforesterie demande davantage de bras.

Mais en termes de calories le résultat est largement positif alors que l'agriculture industrielle a besoin de plusieurs calories pour produire une seule calorie alimentaire. Le passage d'une agriculture générant des calories à partir des ressources naturelles – soleil, eau, humus – à une agriculture dévorant des calories s'est fait sous l'impulsion de la course aux plus bas prix, mot d'ordre de notre civilisation industrielle. Et si le «meilleur marché» était pour nous et l'environnement le plus nuisible et finalement le plus coûteux en prenant des critères à long terme? Pourquoi continuer ce chemin?

Le vote du 13 juin nous donne l'opportunité de donner une impulsion pour une agriculture respectant la nature, l'environnement et tous les êtres humains. ■

Raymond Gétaz

## LA CHRONIQUE FÉMINISTE

### Ces pays où les femmes vivent l'enfer

En lisant dans *La Tribune de Genève* du 14 mai, l'histoire de Leah au Nigeria, je me suis souvenue des récits effroyables que j'ai lus au cours des années et la répétition infinie de l'horreur, des crimes impunis, de la passivité des États et de l'indifférence du monde.

Leah Sharibu a été enlevée par Boko Haram le 19 février 2018 dans son école, à Dapchi au Nigeria, avec 109 autres filles. Elle est la seule à ne pas avoir recouvré la liberté: parce qu'elle a refusé de se convertir à l'islam, cette jeune chrétienne a été transformée en esclave.

Au Sud du Soudan, pendant la guerre civile (15 décembre 2013 – 22 février 2020), des milliers de femmes ont été réduites en esclavage et violées par des soldats. Durant la journée, elles portaient nourriture et biens pillés, allant chercher de l'eau ou sarclant les potagers des soldats. La nuit, elles étaient attachées, à la disposition des miliciens.

En République «démocratique» du Congo, le Dr. Denis Mukwege, prix Nobel de la paix 2018, se dévoue depuis plus de 20 ans à la cause des femmes violées. Il les «répare» des sévices sexuels qu'elles ont subis, jusqu'à 30 par jour, plus de 60'000 en 20 ans, sur des centaines de milliers de femmes violées. Le gynécologue Mukwege, au péril de sa vie (il a échappé à plusieurs attentats), dénonce ce crime contre l'humanité. Inlassablement, il arpente le monde et va devant toutes les tribunes qui lui sont offertes: ONU, Sénat américain, Parlement européen, Maison-Blanche, Downing Street... «Le viol est une destruction! Et cela ne fait que croître!»

Le médecin se souvient de ce jour de septembre 1999, dans le tout nouvel hôpital de Panzi, où il s'attendait à faire des césariennes et aider à mettre des enfants au monde, quand il a accueilli une première femme violée par un groupe de soldats, qui avaient tiré des balles dans son vagin. «J'étais stupéfait, je n'avais jamais vu ça. Mais, à la fin de l'année, j'en étais à 45 cas.» En 2000, le chiffre montait à 135 victimes. En 2001, c'était l'explosion, il ne savait plus où mettre ses patientes. En 2004, il comptabilisait 3604 cas. «Ce qu'on n'arrivait pas à faire avec les armes à feu, les lances et les machettes, on le réalisait avec le sexe.» Le viol était devenu une arme de guerre. Collectif, commis devant les maris, les enfants, les voisins, contraints d'y assister. Les clitoris étaient coupés, les seins, les lèvres, les nez, sectionnés. On a même fait manger à une mère un plat cuisiné avec la chair de ses propres enfants... Le chirurgien, atterré, a fait appel à Human Rights Watch, qui publia en 2002 un premier rapport: «La guerre dans la guerre». «Je me suis dit: quand le monde va lire ça, la réaction sera fulgurante. Eh bien, j'avais tort! Il ne s'est rien passé.» Et le viol s'est répandu, utilisé par à peu près tous les groupes armés. «Ils rivalisent de cruauté, perfectionnent les supplices; je distingue leurs signatures dans les plaies des femmes.» Il a vu le summum de la cruauté, les mêmes femmes revenir 20 ans plus tard, alors que les violeurs ne sont pas punis. La plupart des jeunes filles violées ne pourront plus avoir d'enfant. Les autres, contaminées par le sida ou d'autres maladies, deviennent des «réservoirs à virus» et des «outils de mort» pour leurs compagnons, voire pour les enfants issus des viols. Lesquels sont ostracisés et deviendront peut-être un jour, hors de ces familles anéanties, des enfants soldats... Et le cercle infernal recommencera...

Les rapports produits par l'ONU et les ONG s'accumulent. Nadia Murad, Prix Nobel de la paix 2018, a porté à la connaissance du monde le sort réservé aux jeunes yézidis en Irak. Aucun partisan de Daech n'a été à ce jour jugé. Le Sénat français a cependant reconnu l'existence du génocide des Yézidis le 14 novembre 2016.

Pendant la guerre civile guatémaltèque (1960-96), dans une petite communauté à proximité de l'avant-poste de Sepur Zarco, les femmes autochtones ont été systématiquement violées et réduites en esclavage par les militaires.

Au Népal, malgré l'abolition officielle de toute forme d'esclavage en 2000 par le gouvernement, de nombreuses filles népalaises sont toujours esclaves à ce jour (Nepal Youth Foundation, 2014). Elles sont échangées, parfois à l'âge de 6 ans, contre le droit de posséder un terrain. Dans cette culture patriarcale, le seul fait d'être une femme augmente le risque de devenir esclave. Moins éduquées que les garçons, les filles sont perçues comme un fardeau financier pour leur famille.

A Madagascar, un de pays les plus pauvres au monde, de nombreuses femmes partent direction l'Arabie Saoudite pour devenir domestiques. Mais une fois arrivées, elles découvrent le travail 24h sur 24, les maltraitances, les violences, la faim.

En Inde, au Pakistan, au Bangladesh, de nombreuses femmes sont tuées par la famille du mari, qui trouve leur dot insuffisante (pourtant interdite depuis 1961). Au Pakistan, on ne recense plus les femmes défigurées à l'acide pour avoir osé prétendre à la liberté. Aujourd'hui, en Afghanistan, les femmes tremblent à l'idée de voir les talibans imposer à nouveau une charia impitoyable.

Sur les 46 millions de personnes dans le monde réduites à une forme moderne d'esclavage, les femmes sont touchées de manière disproportionnée. Plus de la moitié des victimes le sont dans 5 pays: l'Inde, la Chine, le Pakistan, l'Ouzbékistan et la Russie. Mais il est présent dans l'ensemble des 167 pays couverts par l'étude: il peut s'agir de traite d'êtres humains, d'exploitation sexuelle, de travail forcé, de servitude pour dette ou de mariage forcé ou arrangé. Les États les plus actifs dans la lutte contre l'esclavage moderne sont les Pays-Bas, les États-Unis, le Royaume-Uni, la Suède, l'Australie, le Portugal, la Croatie, l'Espagne, la Belgique et la Norvège. Au contraire, la Corée du Nord, l'Iran, l'Erythrée, la Guinée Equatoriale, la Guinée et la République démocratique du Congo sont pointés du doigt. La crise sanitaire va encore péjorer la condition des femmes partout dans le monde, notamment en ce qui concerne l'éducation.

Ces excès sont révélateurs de la façon dont les sociétés patriarcales, y compris les nôtres, considèrent les femmes: comme des vagins, des ventres, des servantes, des mères qui ne devraient pas sortir de leur foyer. Les féminicides en sont les sinistres symptômes.

Nous n'avons pas le droit d'oublier Leah et toutes les autres. C'est une question d'humanité. Nous devons tous et toutes nous lever et dire: ASSEZ!

Huguette Junod

# La revanche politique des enfants d'Allende

CHILI

**Défaite aux élections, la droite voit lui échapper la minorité de blocage dans la nouvelle Convention constituante, dominée par la gauche et les indépendants. Une nouvelle page d'histoire s'écrit, loin du legs de la dictature de Pinochet.**

Depuis le oui sans appel des Chiliens, lors du référendum du 25 octobre 2020, à une nouvelle Constitution appelée à remplacer la loi fondamentale léguée par Pinochet, la droite du président Sebastian Piñera n'a reculé devant aucune manœuvre pour tenter de verrouiller les élections à la Convention constituante.

Peine perdue: elle a pris, dimanche, une déroute. Les conservateurs, qui faisaient bloc, des libéraux bon teint jusqu'aux nostalgiques de la dictature, sont sanctionnés; unis, ils n'atteignent même pas, dans cette assemblée, la minorité de blocage d'un tiers qu'ils avaient imposée pour tenter de sauver l'essentiel à leurs yeux: le rôle «subsidaire» de l'État, le règne sans partage du libre marché, gravés dans le marbre constitutionnel depuis 1980.

## Les femmes plébiscitées

Avec à peine plus de 20% des suffrages, la droite et l'extrême droite, défaites, ne remportent ensemble que 37 sièges sur 155. Dans un élan historique, la majorité revient à la gauche, avec une nette affirmation, dans les urnes, de la radicalité politique exprimée par le mouvement populaire d'octobre 2019. La liste «Apruebo Dignidad» (18,5%), appuyée par le Frente Amplio, auquel participe le Parti communiste, conquiert ainsi 28 sièges et «la Lista del Pueblo», qui rassemblait des indépendants souvent issus des mouvements sociaux et féministes, recueille près de 15% des voix et gagne 21 sièges.

Au centre gauche, la liste «Apruebo», incluant les socialistes et les démocrates-chrétiens, remporte 25 sièges tandis que les indépendants de Nueva Constitución, plus à gauche, obtiennent 11 sièges. Une trentaine d'autres indépendants sans affiliation politique revendiquée entrent à l'Assemblée constituante. Symptôme, avec la très faible participation (43% sur deux journées de vote), de la défiance profonde vis-à-vis des formations politiques traditionnelles qui se sont succédé aux affaires depuis la chute de Pinochet.

Le désir de rupture est sensible jusque dans le plébiscite des candidatures féminines: en raison de la règle paritaire imposée par la mobilisation féministe, une dizaine de femmes devront même céder leur siège à des hommes pour garantir à la gent masculine 50% de la représentation. Cette vague porte son lot de symboles qui disent à eux seuls à quel point les temps



La liste «Apruebo Dignidad» (18,5%), appuyée par le Frente Amplio, auquel participe le Parti communiste, conquiert ainsi 28 sièges sur 155 à la Constituante.

PC Chile

changent: persécutée par l'État en raison de son appartenance au peuple mapuche, passée par la prison, désignée comme une «terroriste», la chamane Francisca Linconao remporte l'un des 17 sièges réservés aux représentants des peuples autochtones.

## L'intégrisme néolibéral sanctionné

Ce souffle nouveau vient aussi bouleverser les rapports de forces à l'échelle des municipalités et des régions, avec le même effet de sanction contre la droite, qui paie dans les urnes son intégrisme néolibéral, sa réponse répressive aux demandes sociales, sa gestion désastreuse de la pandémie de Covid-19.

Dans ce mouvement, de nouveaux visages s'imposent, comme celui d'Iraci Hassler, militante féministe et communiste, élue maire de Santiago, la municipalité du centre historique de Santiago du Chili. La jeune femme inflige une cinglante défaite au sortant, l'avocat Felipe Alessandri, héritier d'une dynastie de droite, passé par le cabinet de Piñera.

Dans la commune voisine de Recoleta, le communiste Daniel Jadue, candidat à l'élection présidentielle, est brillamment réélu avec près de 65% des voix. Toujours dans la capitale, la féministe Emilia Rios, candidate du Frente

Amplio, gagne la municipalité de Ñuñoa.

Et, à l'échelle de la région métropolitaine de Santiago, la féministe Karina Oliva Perez (22,6%), membre du parti Comunes, présentée par le Frente Amplio, met en ballottage le démocrate-chrétien Claudio Orrego Larrain (24,9%), qui compte sur la mobilisation de la droite pour tenter de barrer la route à la gauche au second tour, le 13 juin. À Valparaíso en revanche, Rodrigo Mundaca, figure de la lutte contre la privatisation de l'eau, qui se présentait sous les couleurs du Frente amplio, remporte une victoire éclatante: il est élu gouverneur dès le premier tour avec 43,8% des voix. «Les secteurs qui cherchent à transformer le pays ont triomphé et cela conforte la nécessité d'une Constitution absolument démocratique, faite à partir de la base, mais aussi le besoin d'un gouvernement populaire dans un proche avenir, pour installer cette Constitution, pour conduire les changements dans une unité sans restriction», se réjouit Daniel Jadue.

## Vers une authentique transition

Au Chili, berceau d'un néolibéralisme qui s'est bâti sur le sang des opposants à Pinochet, où les services publics, l'éducation, la santé, les retraites et tous les biens communs ont été

broyés par la libéralisation et par les privatisations, de nouveaux horizons se dégagent. Ces scrutins offrent la photographie d'un paysage politique radicalement nouveau, à six mois des élections présidentielle, législatives et sénatoriales.

Dans un contexte de crises sociale, économique et politique structurelles, un mouvement profond re façonne le pays, dont les jeunes générations entendent ouvrir une authentique transition, pour se débarrasser des oripeaux de la dictature et des cadenas qu'elle a posés sur un système inégalitaire, autoritaire, sacrifiant en toutes circonstances l'intérêt général aux privilèges de l'oligarchie.

Au fil des marches de 2019, un cri résonnait dans le brouillard des gaz lacrymogènes comme la promesse d'une éclaircie future: «Chile des-perto!» («Le Chili s'est réveillé!»). Les représentantes et les représentants à la Convention n'ont pas d'autre choix que de l'entendre: ils ont désormais neuf mois, un mandat qui pourra être prorogé de trois mois, pour écrire une nouvelle Constitution au diapason des aspirations populaires exprimées dans la rue comme dans les urnes. ■

Rosa Moussaoui

Paru dans *L'Humanité*

# Disparition d'un regard transdisciplinaire

**CHILI • Le décès du biologiste, philosophe et cybernéticien Humberto Maturana Romesín est celui de l'un des scientifiques les plus importants du 20<sup>e</sup> siècle. Il était une figure emblématique de la critique du rationalisme moderne.**

Dans les années 70, ses recherches avec Francisco Varela l'ont amené à construire la théorie de l'autopoïèse, qui aurait pu lui valoir le prix Nobel. Elle soulève l'idée révolutionnaire que les systèmes vivants se produisent eux-mêmes, mettant en échec l'idée d'objectivité de la science et celle d'autonomie de la raison.

En ce qui concerne son influence, sa contribution à différents domaines de la connaissance a été cruciale, tels que l'éducation, la communication, la cybernétique, l'anthropologie, la sociologie, la psychologie et les sciences de la vie. Parmi tant d'autres, les auteurs Niklass Luhmann, Vittorio Guidano, Gregory Bateson, et Fritjof Capra ont soulevé combien ses contributions ont été fondamentales

pour le développement d'un constructivisme radical, remettant en question les dualités modernes traditionnelles, telles qu'objet-sujet, corps-esprit, raison-émotion, santé-maladie, culture-nature.

## L'empathie comme horizon

Son regard a donc toujours été transdisciplinaire, post-rationaliste et très critique à l'égard des conceptions réductionnistes du monde issues de la science objectiviste et des philosophies anthropocentriques. Ce n'est pas pour rien que son développement d'une biologie de la connaissance et de l'amour dans les dernières années de sa vie, en étroite collaboration avec Ximena Dávila à l'Instituto de Formación Matriztica, a sans cesse cherché à se situer depuis un paradigme rela-

tionnel et amoureux, où l'empathie, l'attention, la réflexion détachée des certitudes, la confiance et la coexistence démocratique ont été ses horizons jusqu'au jour de sa mort.

De même, il est impossible de ne pas mentionner sa référence majeure que fut sa mère, Olga Romesín d'origine aymara. Avec elle, il apprendra que la chose la plus importante dans la vie est de collaborer et de partager en communauté. C'est pourquoi il critique fortement le fondamentalisme des grandes idéologies totalisantes, prétendument libératrices. Dans la pratique, elles dériveraient de simples doctrines qui ont rendu impossible la réflexion et la bonne coexistence.

C'est depuis cet endroit que Maturana a toujours exprimé sa critique

des modèles politiques centrés sur la compétition. Cela dans la négation de l'autre, à travers le racisme, le sexisme, le classisme, et un détachement complet de la Terre Mère, comme si nous étions les seuls êtres vivants. En résulte une crise climatique mettant en danger les conditions minimales de vie sur la planète.

## Piège de la compétition

Ce n'est donc pas une coïncidence si, lors du sursaut social d'octobre 2019 au Chili, qui se traduira par une révolte populaire historique dans le pays et un processus constituant sans précédent, Maturana déclare: «Ce sursaut social a été comme une plainte de n'être pas vu. Parce que l'État ne remplissait pas son engagement fondamental de veiller au bien-

être de l'ensemble de la communauté. Et cela a trait avec le contexte de cette culture centrée sur la compétition».

Il s'agit de l'une des dernières réflexions de Maturana sur ce qui se déroulait dans son pays avant sa mort. Elle est pleinement en phase et entrelacée avec ce que les différents mouvements sociaux chiliens – féministes, indigènes, socio-environnementaux, régionaux, étudiants – ont soulevé: Ceci comme une critique du modèle néolibéral et du fondamentalisme du marché imposés par la dictature et approfondi au cours des 30 dernières années. Mais aussi dans la recherche d'un nouvel État et d'une nouvelle société, axés sur la collaboration et la confiance. ■

Andres Kogan Valderrama

# Le coût du logement surgit dans la campagne

**ALLEMAGNE • Après l'annulation des mesures berlinoises de plafonnement des loyers par la cour constitutionnelle, une contre-attaque populaire s'est organisée sous l'égide de Die Linke, ce 6 mai.**

La pression monte sur la question du logement en Allemagne. Un grand débat électoral, par visio-conférence, pandémie oblige, s'est tenu le 6 mai sur ce sujet à Berlin. Un thème devenu brûlant dans la capitale allemande après la décision de la cour constitutionnelle de retoquer le plafonnement mis en place depuis près de deux ans par le gouvernement de gauche (SPD/Verts/Die Linke) de la cité État.

La contre-offensive engagée aussitôt par l'association des locataires allemands et la sensibilité d'une opinion publique inquiète de l'explosion des loyers dans toutes les métropoles et même les grandes villes du pays, a fait monter la question comme l'un des thèmes clés de la campagne électorale. «C'est peut-être la plus grande question sociale du moment», fait observer la politologue, Hannelore Schmitt.

## Die Linke impose le débat

La qualité des personnalités qui sont venues se plonger dans cette «Wahlkampf Arena Wohnen» (Arène de campagne électorale sur le logement) signale la dimension prise par le problème. Le ministre de l'intérieur et du logement, Horst Seehofer (CSU) a croisé le fer pendant deux heures avec le vice-chancelier et candidat du SPD (Parti social-démocrate) à la chancellerie, Olaf Scholz, le co-président des verts, Robert Habeck, le chef de la droite libérale (FDP), Christian Lindner et la co-présidente de Die Linke, Susanne Hennig-Wellsow. Un développement inespéré, il y a encore quelques semaines, pour la formation de gauche, en pointe sur la bataille des loyers berlinois qui, après la décision des juges, avait proclamé sa volonté de faire du logement un des thèmes majeurs de sa campagne.



La coprésidente de Die Linke, Susanne Hennig-Wellsow veut des «règles fermes» pour contrôler les loyers.

Martin Heinlein

Les juges intervenus à la suite d'une requête de la CDU/CSU et des libéraux (FDP), ne se sont pas prononcés sur le fond. Mais sur une absence de compétence imputée au Land capital pour légiférer sur le plafonnement des loyers. Die Linke a contre-attaqué en décidant de revendiquer l'instauration d'une telle disposition au niveau fédéral «à la berlinoise.» C'est-à-dire incluant un dispositif qui permet aux locataires de la capitale de bénéficier de sensibles baisses de leurs quittances (parfois supérieures à 100 euros) après des augmentations crevant de plus de 20% le prix de référence établi sur les loyers de 2019. Si des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées aussitôt

dans les rues de la capitale exigeant la promulgation d'une loi fédérale, cette revendication rencontra depuis un écho grandissant.

## Ras-le-bol des locataires

Dans l'arène électorale de Berlin la coprésidente de Die Linke, Susanne Hennig-Wellsow, a plaidé en faveur de règles fermes qui permettent d'aller, comme à Berlin, jusqu'à des baisses de loyers. «C'est le seul moyen d'éviter une poursuite de l'exode des classes populaires vers les périphéries», a-t-elle lancé en allusion aux processus déjà bien engagés de gentrification des centres-villes. Le ministre Seehofer et le chef du parti libéral Lind-

ner se sont insurgés classiquement contre une mesure qui entraverait «la liberté d'action des investisseurs» ce qui entraînerait in fine une diminution des nouvelles constructions et une hausse des prix «dont les locataires seraient les victimes.»

Un argument pas vraiment déconstruit par le ministre des finances et candidat du SPD à la chancellerie, Olaf Scholz. Face au ras-le-bol des locataires il se contente d'invoquer «un moratoire sur les hausses de loyers». Le patron des verts, Robert Habeck, est encore plus tiède quand il se prononce seulement pour une «baisse des seuils limites d'augmentation des quittances.» Pas sûr que ces formulations répondent aux attentes des locataires excédés.

## Un projet de référendum contre l'expropriation

Face à des interlocuteurs placés d'évidence sur la défensive la co-présidente de Die Linke a pu relever que l'issue du combat dépendait autant du poids de son parti au Bundestag que des mobilisations en cours «contre les requins de la finance.» Parmi eux le groupe Deutsche Wohnen (115000 logements dans la seule ville de Berlin) se taille une part royale. Il est piloté par BlackRock, le tentaculaire champion du capital-investissement de Wall Street.

Die Linke a entamé à Berlin une action pour son «expropriation et le retour des logements dans le patrimoine du Land». Le parti a rassemblé déjà des dizaines de milliers de signatures et entend atteindre les quelque 170'000 paraphes nécessaires à la convocation d'un référendum d'initiative citoyenne. Et l'issue d'un tel scrutin paraît très ouverte. ■

Bruno Odent

Paru dans *L'Humanité*

# Le hirak étouffe sous la répression policière

**ALGÉRIE • Le mouvement pacifique est confronté à l'interdiction des rassemblements habituels et à la multiplication des arrestations.**

Triste bilan pour le 117<sup>e</sup> vendredi (14 mai) de manifestation pacifique dans de nombreuses villes d'Algérie. Le Comité national pour la libération des détenus recense plus d'un millier d'arrestations à travers tout le pays et plus de 50 manifestants en cours de parution devant le procureur. En Kabylie, à Tizou Ouzou et à Bejaïa, les marches ont eu lieu malgré la présence d'un dispositif policier d'envergure. À Alger, des personnalités politiques et de nombreux journalistes sont interpellés dès le début des tentatives de rassemblement, vite dispersées. Parmi eux, le président du Rassemblement pour la culture et la

démocratie, Mohcine Belabbas, ainsi que le dirigeant du Mouvement démocratique et social, Fethi Ghares, et son épouse. La plupart sont relâchés dans la journée. Cible privilégiée des policiers en civil, la presse est neutralisée et empêchée de couvrir les événements. La connexion Internet est fortement ralentie dans le centre-ville d'Alger. Une chape de plomb est posée, tandis que dans le quartier légendaire de Bab el Oued, lieu habituel de déploiement d'une partie du cortège, le barrage répressif stoppe tout mouvement. Les unités de police ceinturent le quartier. Pour la première fois depuis son déclenchement,

le 22 février 2019, empêché, le hirak n'a pas lieu.

Traversé par des courants peu compatibles (démocrates, conservateurs, islamistes) et dépourvu de leaders reconnus, le mouvement populaire ne pouvait se conformer à la déclaration préalable brusquement exigée par les autorités. Son interdiction prévisible intervient dans la foulée d'une vague d'arrestations et de comparutions devant les tribunaux. Un climat d'inquisition. «Le pays traverse une période sombre et dangereuse, marquée par la multiplication des atteintes aux droits de l'homme et aux libertés individuelles et collec-

tives», constate La Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme.

Les législatives anticipées du 12 juin sont une première explication de ce durcissement répressif. Un enjeu de légitimité pour le chef de l'État Abdelmadjid Tebboune, qui compte puiser une majorité présidentielle dans la kyrielle de listes d'indépendants et de formations microscopiques en lisse aux côtés des islamistes. Le rejet du scrutin scandé par les hirakistes parasite le discours officiel, destiné à contenir une abstention qui pourrait être massive. Le pouvoir entend ainsi baliser le terrain pour sa feuille de route et aller ensuite vers les élections locales.

La contestation qui anime le front social, notamment dans le secteur de l'éducation, est l'autre explication à l'emballage répressif. L'appel au dialogue avec les acteurs sociaux est avancé comme gage de bonne volonté de la part des dirigeants, mais pas question de laisser encore la parole à la rue. La selmiya («caractère pacifique»), mot d'ordre central du hirak, n'en reste pas moins toujours d'actualité dans le camp des manifestants privés d'expression. Les réseaux sociaux s'en font plus que jamais l'écho. Un exemple historique. ■

Rédaction *L'Humanité*

Paru dans *L'Humanité*

# La «gauche» à la sauce brune de Mette Frederiksen

**DANEMARK • Les sociaux-démocrates mènent depuis 2016 une politique aussi droitière qu'inopérante envers les migrants, tout en donnant des gages en matière environnementale et sociale. Une stratégie qui les conforte électoralement.**

Il est fini le temps où le social-démocrate Poul Nyrup Rasmussen, ex-premier ministre danois, pouvait dire des députés d'extrême droite du Parti du peuple danois (DF) qu'«ils ne feront jamais partie de la bonne compagnie». On était dans les années 1990. En 2001, Poul Nyrup Rasmussen et sa politique néolibérale ont été battus. De cette date et jusqu'en 2019, à l'exception de la parenthèse 2011-2015, la droite a gouverné avec l'appui parlementaire du Parti du peuple danois (DF), formation d'extrême droite qui a monnayé son soutien en échange d'une politique anti-immigrés. Cet assemblage a légitimé les idées de refus de l'accueil auprès de larges couches de la population.

Plutôt que de combattre les idées du Parti du peuple, le Parti social-démocrate a rendu les armes. Après la défaite de 2015 et le retour à l'opposition, «Mette Frederiksen a pris la tête du Parti social-démocrate. Elle a décidé d'enjamber le centre pour aller prendre des voix au Parti du peuple danois», explique l'expert en questions migratoires Hans Rohleder. La crise migratoire de 2015, avec l'arrivée de réfugiés syriens, a conforté Frederiksen dans son choix de soutenir le principe «zéro demandeur d'asile» des conservateurs au pouvoir. Les sociaux-démocrates ont voté plusieurs lois en ce sens. Ainsi, depuis 2016, un texte permet de saisir les biens et bijoux de plus de 10000 couronnes (1300 euros) des réfu-

giés arrivant sur le territoire danois. Depuis qu'elle est première ministre en 2019, Mette Frederiksen poursuit cette politique.

En même temps, elle a imprimé un virage à gauche, en donnant des gages en matière environnementale et sociale. L'agenda néolibéral des années 1990 semble avoir été abandonné, avec un retour, au moins en paroles, à la défense de l'État social et des droits des syndicats. Cela permet au Parti social-démocrate de voler à un haut niveau dans les sondages, au-dessus de 30% (contre 25% lors des législatives de 2019). Cela paralyse le reste de la gauche qui, même si elle ne partage pas la politique de Frederiksen en matière de droit d'asile, refuse de faire tomber le

gouvernement. En attendant, le score du Parti du peuple danois, réduit à 9% lors des législatives de 2019, n'a perdu que deux ou trois points dans les sondages depuis et les mauvais coups s'abattent sur les migrants: les règles de regroupement familial ont été rendues plus strictes l'an dernier; la loi sur les ghettos est en voie de durcissement; et désormais l'exécutif veut que les réfugiés syriens retournent sous les bombes à Damas. Mais certains maires sociaux-démocrates, peu nombreux, commencent à prendre position pour une politique migratoire plus accueillante. ■

Gaël De Santis

Paru dans *L'Humanité*

# La pensée de Bolivar et le progrès humain

**HISTOIRE • La stature politique de Simon Bolivar, figure de libération de l'Amérique latine, continue d'inspirer les mouvements de gauche du continent. Christine Pic-Gillard, autrice d'un ouvrage de référence sur le Libertador, en analyse les raisons, au-delà du mythe.**

**H**omme d'Etat vénézuélien du XIX<sup>e</sup> siècle, Simon Bolivar incarne les idéaux progressistes de libération de l'Amérique du Sud de la puissance coloniale espagnole. Il plaide pour la fin de la monarchie et une révolution sociale basée sur l'éducation à même d'asseoir une pleine indépendance. Aujourd'hui encore sa pensée universaliste irrigue les formations de gauche du continent, comme le rappelle la spécialiste Christine Pic-Gillard.

**Le libérateur Simon Bolivar «ne surgit pas de nulle part», affirmez-vous. Quels ont été les inspirateurs de son action politique?**

**CHRISTINE PIC-GILLARD** Bolivar (1783-1830) est bien entendu le produit de son histoire personnelle et de l'histoire de son temps. Son éducation a été marquée par l'influence de Simon Rodriguez, son maître d'école, lequel lui a transmis les valeurs universalistes issues de la Révolution française. Ses deux séjours à Paris lui ont permis de rencontrer les grandes figures de l'intelligentsia française dans les salons parisiens où les idées libérales circulaient. Les récits du voyage en Amérique du Sud des naturalistes Humboldt et Bonpland, qu'il a rencontrés à Paris, ont forgé son sentiment d'identité américaine. Par ailleurs, sur sa terre natale, des actions sporadiques de rébellion remettaient en cause l'ordre colonial; son propre père y avait participé. L'ambiance de l'époque était donc à la contestation de l'ordre établi: révolution en Amérique du Nord, révolution en France, Juntas (assemblées ou conseils) en Espagne, contestation du rôle de l'Espagne en Amérique du Sud et en particulier au Venezuela. Sans doute ne faut-il pas oublier les tentatives avortées de libération du Venezuela par Francisco de Miranda, que Bolivar rencontre en Angleterre dès 1810, lors de sa première mission diplomatique pour la Junte de Caracas. Francisco de Miranda est la première figure révolutionnaire de la guerre de libération. Citons aussi José de San Martin, qui a libéré l'Argentine avant de participer avec l'armée bolivarienne à la libération du Pérou.

**Simon Bolivar a une détermination et une foi inébranlable dans le succès de ses idéaux indépendantistes. À quel moment les limites de son action émancipatrice se sont-elles manifestées?**

Bolivar a en effet une foi inébranlable dans le succès de la guerre de libération alors que celle-ci connaît des échecs dans ses débuts, tant par l'action de l'armée espagnole que par des oppositions internes. La Première République (1811-1812) échoue, il doit s'exiler. Mais il monte une expé-

dition et impose une Deuxième République (1813-1814). Elle échoue, il doit encore s'exiler. Il monte une nouvelle expédition et parvient à rassembler les patriotes. Son armée libère le Venezuela, mais la victoire ne sera totale que lorsque tous les territoires seront libérés. Il parcourt l'Amérique du Sud depuis la côte caribéenne jusqu'au sud de la cordillère des Andes, les traversant dans des conditions effroyables, fondant des Républiques, écrivant une Constitution, créant des écoles. La fin de la guerre de libération en 1824 et l'échec du congrès de Panama pour une confédération des Etats sud-américains marque la limite de l'action émancipatrice de Bolivar. Il se heurte alors à l'ambition politique des généraux, aux structures sociales coloniales qui survivent, à la difficulté de développer une économie libérale, à l'endettement massif des nouvelles Républiques et aux appétits des puissances étrangères, en particulier ceux de la Grande-Bretagne et des États-Unis d'Amérique.

**Vous rappelez dans votre livre que Bolivar a aboli la propriété en commun des peuples indiens et établi la propriété privée de la terre. Les historiens soulignent les conséquences négatives de cette mesure sur l'organisation traditionnelle de la population autochtone.**

La colonisation espagnole avait conservé certaines structures précolombiennes comme la propriété et l'exploitation en commun des terres des communautés «indigènes». La suppression de ces communautés en 1824, pour créer une classe de petits propriétaires, a été un échec économique et social. Les terres ont été peu à peu rachetées par des aristocrates pour former des haciendas dans lesquelles les Indiens travaillent avec un contrat qui les maintient dans la servitude par l'endettement. Les Indiens sont sous la coupe d'un contremaître qui a ordre d'empêcher toute fuite. Quand le domaine change de mains, les Indiens font partie de la vente.

L'hacienda est un mauvais modèle économique: elle consomme la moitié de ce qu'elle produit. En effet l'ouvrier agricole est tenu d'acheter au domaine ce dont il a besoin: outils, vêtements, nourriture. Pour s'enrichir, le propriétaire doit agrandir son domaine.

On ne peut pas affirmer que l'expropriation a totalement détruit l'organisation traditionnelle des populations indiennes. Elle a favorisé le syncrétisme culturel et certainement accéléré l'acculturation déjà bien en place depuis la conquête.

**L'un des projets phares de Bolivar est celui d'une confédération qui rassemblerait les pays latino-américains, seul moyen de**



Monument à Simón Bolívar sur la Plaza Bolívar à Maracaibo au Venezuela.

Rjcastillo

**s'émanciper durablement de la tutelle des puissances étrangères. Comment expliquez-vous son échec?**

L'idée de confédération est la base du projet politique de Bolivar. Il conçoit les différents territoires hispano-américains comme un tout culturel d'une part, et, d'autre part, il sait que seule l'union des nouvelles Républiques permettra de résister à la pression étrangère et de se développer économiquement et socialement, dans la paix, grâce à un grand marché aux intérêts communs. Les indépendantistes ne partagent pas ce projet politique d'abord pour la raison qu'ils n'ont pas de vision à long terme de l'avenir des nouvelles Républiques, ensuite parce qu'ils pensent en termes d'ambition personnelle. Les chefs militaires souhaitent asseoir leur pouvoir politique sur un territoire souverain, sans avoir à le partager avec un gouvernement central. Ils traînent donc les pieds. Ce projet inquiète aussi les États-Unis et la Grande-Bretagne pour des raisons politiques et économiques. Le congrès de Panama (1826) qui devait acter la confédération est vidé de son sens avant même sa tenue par les tractations des États-Unis avec les dirigeants sud-américains. À tel point que Bolivar lui-même renonce à y assister. La porte est alors ouverte aux guerres intestines et à la mainmise de l'étranger.

**L'explication la plus courante pour analyser les travers de la réalité politique latino-**

**américaine est la tendance au «caudillisme» de la part de ses dirigeants, cette forme de gouvernement personnel et autoritaire. Pensez-vous que ce concept soit utile pour comprendre l'action émancipatrice de Bolivar?**

Bolivar se heurte au caudillisme dès le début de son action libératrice et émancipatrice. Sa pensée est extrêmement progressiste, dans le sens où il défend des valeurs universalistes. Son projet n'est pas seulement de libérer les territoires sud-américains de l'emprise de l'Espagne. Il s'agit d'une révolution politique: rejeter la monarchie pour bâtir des Républiques elles-mêmes regroupées dans une confédération des États sud-américains. Il s'agit aussi d'une révolution sociale: par l'éducation faire émerger une classe moyenne capable de développer les pays par les sciences et les techniques. Cette vision politique n'est pas comprise des indépendantistes qui se méfient de Bolivar, comme Miranda, ou le trahissent, comme Manuel Piar, puis Santander. Bolivar lui-même n'a jamais succombé au caudillisme. À chaque fois qu'il a été élu à la tête d'un pays, il a remis son pouvoir aux autorités, qui ne l'ont pas souvent accepté!

**Des manuels scolaires de civilisation espagnole se bornent à présenter Bolivar comme s'il n'était qu'un produit de marketing importé du XIX<sup>e</sup> siècle. Quel est votre regard sur les gouvernements et mouvements politiques latino-américains**

**actuels qui ancrent leur identité dans la pensée bolivarienne?**

La pensée bolivarienne est complexe et ses références ne sont pas toujours comprises par ceux qui le prennent pour modèle. Bolivar est nourri de références antiques: l'histoire grecque et romaine lui fournit des modèles. Par exemple, lorsqu'il devient «dictateur», c'est avec les attributs du dictateur romain dont la vie politique est courte: appelé pour exercer son autorité en temps de crise, il remet ensuite son pouvoir. Sur la base d'une mauvaise interprétation, Bolivar a été revendiqué par les droites autoritaires en Europe. Les mouvements politiques latino-américains ont mieux compris la pensée bolivarienne, en particulier sa pensée universaliste basée sur la nécessité d'un progrès humain en général, en dehors des intérêts particuliers. Partir du local pour arriver à l'universel, prendre le pouvoir pour le remettre entre les mains du peuple. Par ailleurs, Bolivar est à l'origine de la prise de conscience de la spécificité de l'identité sud-américaine, faite de tous les apports culturels et ethniques, étroitement liée à la nature phénoménale de cette terre. C'est en ce sens qu'il fut et reste un modèle pour les révolutions nationales, à Cuba comme au Venezuela. ■

Rédaction L'Humanité

Paru dans L'Humanité

Christine Pic-Gillard, *Bolivar*, Ed. Ellipse, 379 p., 2020

## GaucheBdo a besoin de votre soutien!

CCP: 12-9325-6

# Les arts vivants par tous temps

**THÉÂTRE • Le metteur en scène et comédien Joan Mompert, qui prendra la direction du Théâtre Am Stram Gram en juillet, règle pour «D'Eux» signé Remis De Vos, une passe d'armes entre frères que tout sépare.**

Comme souvent chez l'un des dramaturges les plus joués en Europe, la pièce est en prise étroite avec la réalité sociale. Son comique est un révélateur acide de tabous et non-dits, une manière d'exorciser carcans et contraintes. L'auteur aborde conflits, pertes et exclusions par l'humour. Pour *D'Eux*, il y a l'incapacité de donner une place à l'autre chez des frères qu'emplois et philosophie de vie séparent. Inconditionnel de Beckett, De Vos interroge le monde du travail comme personne. Joan Mompert lui a déjà notamment passé commande de *Je préférerais mieux pas*. Créée au Théâtre du Loup, cette tragi-comédie sociale sur l'aliénation au travail confronte une éthique individuelle en mode désobéissance civile aux injonctions professionnelles contradictoires.

Écrite sous le premier confinement dont il garde l'empreinte, *D'Eux* est jouée au Théâtre de Verdure en plein air de la Fondation Bodmer (Cologne), pour la saison du Crève-Cœur d'Aline Gampert. Metteur en scène, directeur de compagnie puis bientôt du pluridisciplinaire et intergénérationnel Théâtre genevois Am Stram Gram, Mompert est aussi un comédien histrion apprécié chez Omar Porras, Robert Sandoz, Dan Jammet et dans ses propres mises en scène – *Songe d'une Nuit d'été*, *Le Mariage de Figaro*... Rencontre.

**Rémi De Vos interroge le monde du travail, qui forge une identité.**

**JOAN MOMPART** Il est juste de relever que l'identité est souvent déclinée à travers la profession exercée. Or il s'avère que dans *D'Eux*, les personnages sont dans



Rémi De Vos: une écriture incisive qui s'attaque aux idées convenues.

Loris von Siebenthal

un moment de changement, ainsi qu'ont pu le vivre de nombreuses personnes depuis le printemps 2020. Dans cette mutation, des désirs s'invitent et de nouveaux destins auxquels l'on aspire se dessinent. Du coup, les relations tissées autrefois passent parfois à la moulinette de notre nouvelle personne ou nouveau moi.

**Quelle part d'enfance se tient derrière ces personnages au jeu parfois enfantin?**

Naturellement dans le monde d'aujourd'hui, je vois et côtoie des adultes. Souvent, je me plais à percevoir l'enfant chez chacun.e. Il existe une manière d'encourager les artistes, de faire dialoguer une société, un tissu culturel et humain et des publics. Conscient de la gravité des enjeux depuis le printemps dernier notamment, le rire sur soi peut apporter une distance bienvenue. Je vois souvent

chez les grandes personnes, des enfants qui jouent à être adultes, ce que *D'Eux* rend bien. Au fil de la pièce, toute tentative de relations et d'humanité me semble émaner de notre part d'enfance.

**Dans «Le Monde» (30.11.20), De Vos dit la précarité de sa vie devenue «vertigineuse avec le Covid». Vous soutenez les auteurs.es vivant.es?**

Bien sûr! Cette dimension a toujours été au cœur de ma vie de metteur en scène et directeur de compagnie. Il ne s'agit pas seulement ici des auteurs.es, mais de toutes les professions liées aux arts vivants. C'est l'un des domaines, où l'occasion est donnée de ne pas figer la pensée. Au Théâtre, la joie existe de continuer à se poser des questions. C'est le lieu du mouvement par excellence. L'écriture y est toujours en marche. Ainsi l'écrivaine Douna Loup

avec laquelle j'ai collaboré pour *Mon chien-dieu*. Elle met en avant une poétisation du monde essentielle, nécessaire.

**Vous souhaitez avancer et penser ensemble à la tête d'Am Stram Gram...**

Sans les arts vivants, la lecture imposée du monde réduit de beaucoup sa dimension. C'est dans la compagnie des auteurs.es, des artistes, de l'enfance, et de la jeunesse que peuvent se cultiver d'autres visions pour le monde de demain. Quitte à tout reconfigurer et repenser. Dans la situation actuelle très variable et volatile, je retrouve ma volonté de toujours, celle de ne pas aller vers des certitudes. Pour a contrario, cultiver interrogations, doutes et incertitudes.

**L'enfance est-elle subversive?**

Assurément. Je suis père, la fantaisie de mes enfants, de leurs ami.es m'émeut beaucoup. Si je suis maintenant en ce Théâtre c'est parce qu'il me semble ouvrir une voie, une autre voie. Depuis sa création, se manifeste dans cette institution une volonté de développer un rapport égalitaire avec l'enfance et la jeunesse. Cette volonté est aujourd'hui encore novatrice. Je vais tâcher, avec l'équipe d'Am Stram Gram, de continuer à la creuser. Dans l'échange avec les enfants, en leur offrant un espace où leurs voix seront entendues. Un lieu qui soit comme un compagnon de route, qui favorise l'audace d'être soi-même. ■

Propos recueillis par Bertrand Tappolet

*D'Eux*. Jusqu'au 23 mai. Fondation Bodmer, Cologne. Rens.: lecrevecoeur.ch; site de l'artiste: llum.ch. Entretien intégral sur www.gauchebdo.ch

## Frères ennemis

Sous une fine pluie, assis dos au public, un écrivain *embedded* dans l'écriture publicitaire et autres *punchlines* pour humoristes. Dans son habit de penseur en scène brechtien, le comédien Antoine Courvoiser, sous ses dehors patelins, zigzague entre mesure à retaper et dictons pour le tiroir. Plume précaire voire inaccomplie vivant de commandes tarifées, l'homme ne se tourmente guère à l'ombre d'une vie solitaire, tout à la contemplation de son jardin comme l'écrivain français Christian Bobin. Face à lui, son frangin, ex-workaholic ayant fait son miel dans l'import-export en Thaïlande. Avant une tardive vocation rédemptrice et quasi intégriste au pastorat. Bardé de son fin sourire supérieur de ravi de la crèche, l'acteur David Gobet fait merveille. Tant que les frères se parlent, la violence physique est tenue à distance comme *Dans la solitude des champs de coton* de Bernard-Marie Koltes. Mais rien ne *matche* entre ces êtres piégés au sein d'une fratrie fatale. Lucide, l'ex-cadre reconnaît in fine que l'autre ne sert qu'à lui renvoyer la balle de la parole. A l'image du tandem fraternellement cruel formé par Vladimir et Estragon dans le beckettien *En attendant Godot*. La mise en scène et en jeu ajuste cette joute avec ce qu'il faut de désinvolture nonchalante, de burlesque horloger et d'humour comme politesse du désespoir. Et une belle idée côté scénographie, le jeu enfantin de Taquin aux cases ponctuellement glissées par les frères au cœur d'un épisodique ballet mutique. Dans la tentative de recomposer une image, se remettre en ordre pour une relation, un emploi, le Taquin représente bien cette constante reconfiguration de soi. Une obligation exigeante à laquelle jeunes ou vieux sont sommés de se conformer sous pandémie. **BT**

## «Pomme de discorde», le nouveau film de Daniel Künzi

Après avoir accompli la moitié du tour du monde, des milliers de tonnes de pommes chiliennes sont mangées en Suisse. Elles sont cultivées par des temporaires qui se définissent comme les esclaves du XXI<sup>e</sup> siècle, arrosées aux pesticides, produits notamment en Helvétie, mais interdits dans notre pays. Les enfants sont les principales victimes de ces toxiques. Un secret bien gardé: Syngenta, Migros et Coop ont refusé de s'exprimer sur ce business «face caméra». Pourquoi? Une alternative existe. Dans le canton de Neuchâtel, une coopérative La Bor plante des pommiers avec des enfants. ■

**Vendredi 28 mai** aux Breuleux à 20h30 en présence du réalisateur

**Samedi 29 mai** au Noirmont, en présence du réalisateur

**Dimanche 30 mai** à Porrentruy, 17h en présence du réalisateur

**Mercredi 2 juin**, cinéma CDD, Genève, 20h

**Mardi 8 juin** à 18h30 à Delémont

**Mercredi 9 juin** à 18h00 à Neuchâtel puis à 20h15 à La Chaux-de-Fonds

**Jedi 10 juin** à 18h15 à Bienne puis à 20h15 à Berne

## Checkpoint: une exposition originale à Renens

**EXPO • La Ferme des Tilleuls, à Renens, donne la parole artistique à de jeunes migrants.**

La Ferme des Tilleuls a notamment pour vocation de valoriser les différences qui constituent notre société. En cela, cet espace culturel poursuit des objectifs non seulement esthétiques mais aussi humains et sociétaux. L'exposition *Checkpoint* est le résultat de dix semaines d'ateliers artistiques conduits par François Burland, Audrey Cavellius, Stanislas Delarue et l'Agence des chemins pédestres, et auxquels ont participé 56 personnes, jeunes migrants sur les chemins de l'exil ou bénéficiaires de mesures particulières en raison de leur difficulté d'apprentissage. Elle questionne des parcours de vie, souvent douloureux, et cela par le biais d'expressions artistiques différentes: photographies, peintures, objets, vidéos, dans un esprit qui s'apparente à la fois à l'Art Brut et aux films sur-réalistes de Buñuel.

À l'étage de la Ferme, *Cartographie des Merveilles* part de l'idée des sept merveilles du monde, réinterprétées par des jeunes qui ont un tout autre vécu. Ils ont traversé des déserts, des mers, des frontières au cours de leur fuite. D'où une carte géante imaginaire du monde où l'on trouve par exemple le «pays des dictateurs», la «mer black de l'angoisse» ou encore le «pays des femmes libres».



Une cartographie refigurée à l'aune des expériences et vécus de personnes migrantes.

DR

Dans une autre salle, le visiteur est confronté à la magie du théâtre d'ombres, inspiré par la tradition javanaise. Ailleurs, c'est un ensemble de grandes photographies de participant.es aux ateliers, costumés et se détachant d'un fond qui rappelle leur pays d'origine. On trouve aussi dans l'exposition des travaux très imaginatifs en trois dimensions. Une mention particulière pour les projections de films en vidéo, réalisés avec le concours de jeunes ayant suivi les ateliers, mais aussi sous la forme de montages d'éléments découpés ou de peintures.

L'œuvre sans doute la plus bouleversante est *Géographies perdues*. Elle relate les voyages périlleux qu'ont été forcés d'entreprendre cinq jeunes gens et jeunes filles fuyant la guerre ou l'oppression. Sur les côtés de cette autre carte du monde, sont écrits les récits poignants de ces migrants qui ont connu la marche dans le désert, l'argent versé aux passeurs, le trajet dangereux en mer et la peur de mourir noyé, les multiples tentatives pour franchir les frontières européennes. Même s'ils ont survécu, il ressort beaucoup de désespoir de ces récits de vie. La démarche

artistique initiée par la Ferme des Tilleuls a sans doute agi comme catharsis et élément d'espoir pour ces jeunes qui ont fini par aboutir, provisoirement ou définitivement, en Suisse, un refuge certes, mais où la vie reste difficile, donc nullement une «terre promise».

Se rendre à la Ferme donne aussi l'occasion d'admirer le Colossal d'Art Brut fait de milliers de pièces de céramiques aux formes imaginatives et aux couleurs éclatantes de Danielle Jacqui, primitivement destiné à la gare d'Aubagne en France, et sauvé par la fondation rennaise. Les travaux de montage vont encore se poursuivre pendant quelque temps, mais ce que l'on peut déjà admirer promet, à l'achèvement du chantier, une œuvre géante qui attirera un nombreux public et contribuera à faire de Renens un espace culturel incontournable.

Signalons enfin que le café restaurant des Tilleuls est un lieu d'intégration et de formation professionnelle pour des jeunes en difficulté. Il correspond donc parfaitement à la vocation de la Ferme. Il offre par ailleurs une cuisine inventive qui accompagne fort bien la visite de *Checkpoint* et des expositions ultérieures. ■

Pierre Jeanneret

*Checkpoint*, Ferme des Tilleuls, Renens, du mercredi au dimanche, jusqu'au 20 juin (entrée gratuite, don libre).